

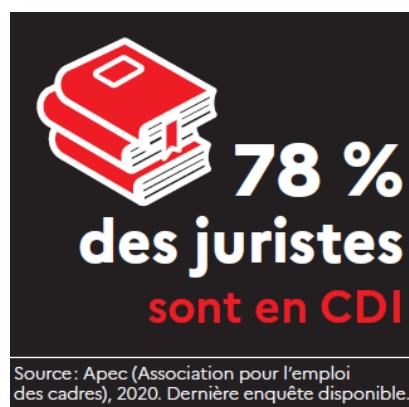


Je découvre 10 métiers du droit

Fiche élève

Vous allez découvrir 10 métiers en lien avec le droit grâce à des citations et des fiches métiers extraits des "Parcours" de l'Onisep.

INTRODUCTION



Activité 1 - Associer un métier à des missions, à des compétences et à une citation

Trouver 3 missions et 3 compétences requises pour chaque métier et la citation qui s'y rapporte.

JURISTE DROIT SOCIAL

Élaboration des contrats d'embauche, gestion des procédures de licenciement et des contentieux... ce spécialiste en droit social maîtrise parfaitement le Code du travail et ses évolutions. Il ou elle est plus spécifiquement en charge des questions de protection sociale et de formation des salariés, et gère les relations avec les délégués syndicaux. En période de crise ou lors de changements importants (réforme des retraites...), son rôle est stratégique. Dans les très grands groupes, en cas de délocalisation ou de plan social, il ou elle collabore avec la direction et s'implique dans les négociations avec les partenaires sociaux.

Formation

Bac +4 ou +5 en droit: master ou DJCE (diplôme de juriste conseil d'entreprise) avec une spécialisation en droit du travail.

AVOCAT/AVOCATE D'AFFAIRES

Il ou elle travaille exclusivement pour les entreprises. Son rôle: les aider à mener à bien leurs projets (comme l'acquisition d'une autre société) et à rédiger des contrats (notamment commerciaux). Conseillers auprès des dirigeants, les avocats d'affaires peuvent être amenés à plaider (au tribunal de commerce, le plus souvent) pour défendre les intérêts des entreprises en cas de litige. Sang-froid et résistance au stress sont essentiels dans l'exercice de ce métier.

Formation

18 mois dans une école d'avocats.
Accès au concours avec un bac +4 en droit.
Les admis ont souvent un master.

JURISTE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

À l'heure d'Internet et des échanges mondiaux, nombre de sociétés voient leurs produits copiés ou utilisés sans autorisation. De l'informatique à la mode, les juristes spécialisés en propriété intellectuelle défendent les intérêts d'une entreprise ou d'un particulier en se référant aux textes de loi. En propriété industrielle, il s'agit de protéger ce qui touche aux inventions et aux innovations (brevets...), aux marques (par exemple une appellation d'origine contrôlée). Dans le domaine de la propriété littéraire et artistique, il faut protéger les auteurs et leurs créations. En cas de plagiat ou de contrefaçon, il ou elle peut intenter une action en justice.

Formation

Bac +4 ou +5 en droit: master ou DJCE (diplôme de juriste conseil d'entreprise) avec une spécialisation en propriété intellectuelle.

<u>3 missions :</u> 1. 2. 3.	<u>3 missions :</u> 1. 2. 3.	<u>3 missions :</u> 1. 2. 3.
<u>3 compétences :</u> 1. 2. 3.	<u>3 compétences :</u> 1. 2. 3.	<u>3 compétences :</u> 1. 2. 3.
<u>1 citation :</u>	<u>1 citation :</u>	<u>1 citation :</u>



ASSISTANT/ASSISTANTE JURIDIQUE

Ces professionnels (également appelés «secrétaires juridiques») sont employés par les cabinets d'avocat, les offices notariaux et les services juridiques ou contentieux pour gérer les appels téléphoniques, la prise de rendez-vous, le courrier, mais aussi la constitution et le suivi des dossiers. En entreprise, ils ou elles se chargent de diverses procédures juridiques et rédige certains actes, en lien avec des questions liées au droit des sociétés et au droit social (notamment les contrats commerciaux ou de travail). Bon relationnel et rigueur exigés.

Formation

Bac + 2 ou + 3: BUT carrières juridiques; DU secrétariat juridique; licence pro.

ADMINISTRATEUR/ ADMINISTRATRICE DE BIENS

Sa mission: assurer pour le compte des propriétaires (particuliers ou entreprises) la gérance de biens en location. Il ou elle valide les garanties financières du futur occupant en s'assurant de sa solvabilité, effectue l'état des lieux, rédige le contrat de location (ou bail). Ce professionnel se charge de l'encaissement des loyers et du versement au propriétaire. Il coordonne l'intervention de techniciens (plombiers, experts en assurance, électriciens...) en cas de sinistre ou de travaux de rénovation. Il assure la médiation avec les locataires en cas de litige (loyer impayé, dégradation du bien...). En l'absence d'accord amiable, il peut engager des poursuites judiciaires.

Formation

De bac + 2 à bac + 5: BTS professions immobilières; BUT carrières juridiques parcours patrimoine et finance; licence pro métiers de l'immobilier: gestion et administration de biens; master en droit de l'immobilier.

GESTIONNAIRE DE CONTRATS D'ASSURANCE

Que ce soit pour assurer un appartement ou pour souscrire une assurance vie, un contrat sur mesure doit être établi. Selon le niveau de risque, le ou la gestionnaire de contrats d'assurance applique des clauses types ou en rédige d'autres adaptées à chaque situation. Chargés des appels à cotisation, ces professionnels encaissent les versements des clients. Dégât des eaux, accident, vol... en cas de sinistre, à eux de dépêcher un expert, d'étudier son rapport et de finaliser le contrat d'indemnisation.

Formation

De bac + 2 à bac + 5: BTS assurance; BUT carrières juridiques avec un parcours entreprise et association; licence pro en gestion juridique des contrats d'assurance ou en gestion de sinistres; master en droit des assurances.

3 missions : 1. 2. 3.	3 missions : 1. 2. 3.	3 missions : 1. 2. 3.
3 compétences : 1. 2. 3.	3 compétences : 1. 2. 3.	3 compétences : 1. 2. 3.
1 citation :	1 citation :	1 citation :

ATTACHÉ/ATTACHÉE D'ADMINISTRATION

Il ou elle participe à la conception, à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques ministérielles et interministérielles. Ce fonctionnaire d'État de catégorie A peut exercer au sein d'un ministère comme dans les services déconcentrés de l'État (établissements scolaires ou hôpitaux, par exemple). Ses missions diffèrent selon son affectation et ses compétences: gestion du personnel, comptabilité, intendance... L'attaché d'administration possède la rigueur nécessaire pour rédiger des rapports clairs et actualiser régulièrement ses connaissances.

Formation

12 mois en IRA (instituts régionaux d'administration), accès sur concours avec un bac + 3 au minimum.

INSPECTEUR/INSPECTRICE DES DOUANES

Selon le poste occupé, ce ou cette fonctionnaire effectue des activités dans des domaines divers: fiscal, économique, sécuritaire... Dans la branche surveillance, il ou elle vérifie la régularité des échanges commerciaux ou conseille les entreprises pour leurs opérations douanières (import et export de marchandises). Employé à la Direction générale, l'inspecteur se charge d'adapter et d'expliquer la réglementation pour les différents services douaniers en France. Dans tous les cas, ce professionnel rigoureux s'appuie sur ses compétences juridiques (droit fiscal, droit international des affaires) et sa maîtrise de la réglementation douanière.

Formation

12 mois à l'END (École nationale des douanes), à Tourcoing (59), suivis de 6 mois de stage. Accès sur concours, avec un bac + 3 (AES, droit, économie ou gestion) au minimum.

COLLABORATEUR/ COLLABORATRICE DE NOTAIRE

Contrats de mariage, titres de propriété, donations... tous ces actes sont préparés et rédigés par un collaborateur ou une collaboratrice de notaire. Sous la responsabilité de celui-ci, il ou elle assure également le suivi des dossiers, et peut conseiller les clients. Autres tâches: expliquer les termes juridiques liés à un contrat en cours, répondre aux questions et préparer les rendez-vous en vue des signatures. Exerçant au sein d'un office notarial, ces professionnels n'ont aucune responsabilité juridique. Seul le notaire est habilité à signer les actes notariés, ce qui leur confère une authenticité et une valeur juridique.

Formation

De bac + 2 à bac + 4: BTS collaborateur juriste notarial suivi de la licence pro métiers du notariat, puis du DMN (diplôme des métiers du notariat).

3 missions : 1. 2. 3.	3 missions : 1. 2. 3.	3 missions : 1. 2. 3.
3 compétences : 1. 2. 3.	3 compétences : 1. 2. 3.	3 compétences : 1. 2. 3.



1 citation :

1 citation :

1 citation :

FISCALISTE

Quel régime fiscal choisir en cas d'implantation à l'étranger ? Quel statut privilégié pour accompagner une hausse de l'activité ? Au carrefour du droit et de la finance, ils ou elles conseillent les entreprises afin de s'assurer qu'elles respectent les normes fiscales nationales ou internationales. Experts dans leur domaine, ces professionnels effectuent une veille permanente afin de ne manquer aucune nouveauté juridique. Goût des chiffres et grande rigueur exigés pour exercer ce métier recherché.

Formation

Bac +5 en droit: master ou DJCE (diplôme de juriste conseil d'entreprise) avec une spécialisation en droit fiscal ou en droit bancaire; diplôme d'école de commerce avec une spécialisation en droit fiscal.

3 missions :

- 1.
- 2.
- 3.

3 compétences :

- 1.
- 2.
- 3.

1 citation :

Liste des citations :

- “Suivre les clients à toutes les étapes de leur vie personnelle et professionnelle”
- “Veiller à ce que tous les salariés soient traités de la même manière”
- “Défendre les intérêts de mes clients dans le droit du numérique”
- “Déterminer si certaines règles fiscales s'appliquent ou non”
- “Les missions sont très variées, mais la culture juridique et l'esprit de synthèse sont essentiels”
- “Je touche à diverses notions de droit, selon les dossiers traités”
- “Les missions sont très variées, mais la culture juridique et l'esprit de synthèse sont essentiels”
- “Je vérifie la conformité des projets de textes avec le droit constitutionnel, le droit européen sectoriel et le droit interne”
- “Visites, réparations... je gère une location pour le compte du propriétaire”
- “Faire respecter le droit d'auteur et les créations”



Activité 2 - Découvrir le portrait d'un professionnel

JURISTE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE



Nicolas Babelon,

juriste en propriété
intellectuelle
à Gameloft, à Paris (75)

« La protection se situe à tous les niveaux, il faut être attentif aux détails. »

Pour Nicolas, qui exerce son métier chez un développeur et éditeur de jeux vidéo, le droit de la propriété intellectuelle revêt de multiples formes. « *Du graphisme aux logiciels en passant par les marques, un jeu vidéo, c'est un mille-feuille de contenus. La protection se situe un peu à tous les niveaux, il faut être attentif aux détails.* » Intéressé par la création et les questions de droit d'auteur, ce jeune juriste s'est spécialisé en 2^e année de master.

Sécuriser les créations. Première mission pour Nicolas : protéger l'ensemble des projets qui voient le jour. « *Mon rôle, c'est de m'assurer que le contenu de nos jeux soit sûr, c'est-à-dire que l'on ne plagie pas les créations des sociétés concurrentes. Si nécessaire, la sécurisation passe par la négociation de droits avec des tiers. Je m'assure aussi que les sociétés concurrentes ne contrefont pas nos jeux.* » Concrètement, tous les éléments du jeu qui doivent être protégés sont passés au crible : personnages, interface, menus, sans oublier la partie technique.

Procédures internes. Au quotidien, Nicolas s'appuie sur une relation de confiance avec les équipes de production. « *Je vais passer l'ensemble de leurs concepts. Une partie de mon travail consiste à lancer les prototypes, à les tester pour vérifier que mes recommandations ont été appliquées. Il peut s'agir par exemple de limiter l'accès à certaines fonctionnalités aux joueurs les plus jeunes.* » Le juriste intervient également auprès des équipes marketing chargées de promouvoir les jeux, par exemple dans le cadre d'événements e-sport soumis à une réglementation particulière. « *Il suis aussi en contact avec des avocats spécialisés en propriété intellectuelle. Dans certains pays, ils doivent nous représenter pour la gestion de nos marques. Je les sollicite aussi pour des questions stratégiques.* »

Cadre juridique et IA. Tout en respectant un cadre réglementaire, Nicolas doit faire preuve de souplesse. « *On cherche toujours la meilleure solution possible pour ne pas bloquer la création.* » Parmi les défis à relever en matière de protection des œuvres : l'IA (intelligence artificielle). « *Dans certains cas, il peut y avoir des doutes sur la provenance des contenus générés par IA, certains étant parfois protégés par des droits de propriété intellectuelle sans qu'il soit possible de les identifier.* »

Quelles études ?

Le métier est accessible avec une formation juridique de niveau bac +5. Une spécialisation en droit social ou en droit du travail est requise.

Après le bac en 5 ans

- À l'université, les études de droit commencent par la licence (en 3 ans après le bac) et se poursuivent en master (en 2 ans). Plusieurs universités proposent des spécialisations en droit social (droit et pratique des relations de travail à Panthéon-Assas; droit du travail et de la protection sociale à l'université de Lorraine...).

- 11 universités délivrent le DJCE (diplôme de juriste conseil d'entreprise), apprécié des recruteurs. Accès sur dossier et entretien avec une licence en droit validée (300 places pour 1500 candidatures).

Retrouvez
les études
p. 75-85.

Quel salaire ?

En début de carrière, le juriste d'entreprise perçoit une rémunération comprise entre 3 300 et 4 000 € brut par mois. Avec 5 à 10 années d'expérience, le salaire varie entre 4 500 et 5 800 € brut par mois.

Source : Étude de rémunérations, cabinet Michael Page, 2024.

Ça recrute ?

Cette spécialité du droit est en pleine expansion. Elle est recherchée par les grandes entreprises et les grands groupes (notamment en Ile-de-France, au sein des sièges sociaux). Les fédérations professionnelles et les grosses associations sont aussi pourvoyeuses d'emplois.

Quelle évolution ?

Un juriste droit social peut évoluer vers un poste de directeur juridique, mais aussi de responsable des RH (ressources humaines).

Le juriste travaille-t-il seul ou en équipe ?

Combien d'années d'études après le bac faut-il faire ?

Ce professionnel est-il amené à travailler avec des avocats ?

Qu'est-ce que tu trouves intéressant ou utile dans ce métier ?



Activité 3 - Associer un métier à un secteur

Replacer chaque professionnel/professionnelle dans sa famille de métiers : assistant/assistante juridique ; Fiscaliste ; avocat/avocate d'affaires ; juriste droit immobilier ; diplomate ; notaire ; formaliste ; commissaire-priseur/commissaire-priseuse ; directeur/directrice d'hôpital ; juriste environnement ; inspecteur/inspectrice des finances publiques ; gestionnaire de contrats d'assurance.

ADMINISTRATION

Assurer la mise en application des lois et textes réglementaires, recouvrer les impôts auprès des particuliers, mener à bien le projet de rénovation d'un quartier... une grande variété d'activités pour les fonctionnaires maîtrisant le droit. Qu'ils travaillent pour l'Etat, pour une collectivité locale ou pour l'hôpital, tous remplissent une mission de service public.

ENTREPRISE

La principale mission du juriste en entreprise ? Défendre les intérêts de la société pour laquelle il travaille et s'assurer que celle-ci est en conformité avec la loi. Qu'il soit généraliste ou spécialisé dans un domaine, son rôle est d'accompagner les projets en cours dans leur dimension juridique et de conseiller la direction.

BANQUE, ASSURANCE, IMMOBILIER

Qu'il s'agisse de gérer la fiscalité d'un produit bancaire, d'administrer un immeuble, de conseiller une entreprise lors d'opérations immobilières ou de prendre en charge un dossier d'assurance, de nombreuses situations nécessitent l'expertise juridique de professionnels. Leur rôle ? Que ces opérations soient menées dans le respect des lois.

CABINET, OFFICE

Ces professionnels du droit exercent à titre libéral ou en tant que salarié au sein d'un cabinet d'avocats, d'un office notarial, ou encore pour le compte d'une société de ventes volontaires, selon le cas.



Activité 4 - Un métier selon ses fonctions

Vrai ou faux ?

LE DROIT AU QUOTIDIEN

Achat ou location d'un bien immobilier, mariage ou pacs, démarche administrative, vie en entreprise... les professionnels du droit interviennent à des moments clés de notre vie et participent au bon fonctionnement de notre société.

Accompagner dans les grands moments de la vie personnelle

- Administrateur/administratrice de biens
- Collaborateur/collaboratrice de notaire
- Gestionnaire de contrats d'assurance
- Gestionnaire de copropriété
- Notaire*

Encadrer la vie professionnelle

- Inspecteur/inspectrice du travail
- Juriste droit social
- Juriste RGPD

Conseiller et défendre les entreprises

- Avocat/avocate d'affaires*
- Fiscaliste
- Formaliste
- Juriste contentieux
- Juriste propriété intellectuelle

Garantir un service public de qualité

- Attaché/attachée d'administration
- Attaché territorial/attachée territoriale
- Haut/haute fonctionnaire
- Inspecteur/inspectrice des fraudes
- Inspecteur/inspectrice des finances publiques

DÉCRYPTAGE

* Retrouvez ces métiers dans un autre numéro de la collection « Parcours », *Les métiers de la justice*.

1. L'avocate d'affaires défend une entreprise.
 - Vrai
 - Faux
2. Le notaire rédige uniquement des actes de mariage.
 - Vrai
 - Faux
3. Le juriste du droit social ne s'occupe que des contrats de travail et ne traite jamais des litiges entre employeurs et employés.
 - Vrai
 - Faux
4. L'inspectrice des finances publiques supervise la collecte des impôts.
 - Vrai
 - Faux

Pour découvrir d'autres métiers du droit, procurez-vous le *Parcours* complet dans la librairie Onisep : <https://librairie.onisep.fr>

Vous pouvez également consulter la [rubrique consacrée aux métiers du droit](#) sur onisep.fr